

E. Palieraki, « Écrire l'histoire des années 1960-70 chiliennes. Vieilles controverses et nouvelles pistes historiographiques », *Atlante. Revue d'études romanes*, 4, 2016, p. 249-266.
ISSN 2426-394X

Écrire l'histoire des années 1960-1970 chiliennes

Vieilles controverses et nouvelles pistes historiographiques

Eugenia Palieraki

Université de Cergy-Pontoise-CICC EA2529

Dans le Cône sud, les expériences révolutionnaires des années 1960-1970, ainsi que les organisations politiques et sociales et les acteurs individuels qui les ont incarnées, ont fait l'objet d'une production de textes presque concomitante aux événements. Au travers d'essais autobiographiques d'autojustification, mais aussi parfois d'autocritique ou de textes de propagande, les acteurs de ce moment charnière de l'histoire récente du Cône sud ont fait une première tentative d'en livrer les clés d'analyse. À partir des coups d'État, les mémoires des militants engagés dans des organisations révolutionnaires parmi lesquelles les organisations de la « nouvelle gauche » étaient les plus représentatives ont cédé la place aux textes d'auteurs de droite, ou liés aux régimes militaires. Cette littérature-là avait pour principale fonction de justifier les agissements des services de renseignement ou des Forces armées. Durant les transitions démocratiques, ce furent les sciences politiques qui, pour la première fois, ont abordé les années 1960-70 en mobilisant les outils conceptuels et méthodologiques des sciences sociales. Mais leur objectif a été, une nouvelle fois, idéologiquement marqué. Il s'agissait de dénoncer les violations des droits de l'homme commises par les régimes militaires, mais aussi et peut-être surtout de construire un vaste

consensus autour de la « démocratie comme [seul] horizon collectif »¹ et autour du rejet par principe de la violence politique, qu'elle provienne de la gauche, de la droite, d'une organisation de quelques dizaines de militants ou d'un appareil d'État. Depuis une quinzaine d'années, les historiens se sont emparés des années 1960-1970 comme objet d'étude. Le plus souvent issus d'une génération qui n'a pas vécu sous la dictature à l'âge adulte, ils ont, de ce fait, eu plus de facilités pour s'engager dans un processus de distanciation. Cependant, une partie importante des études récentes reste perméable aux controverses idéologiques passées et à la conjoncture politique actuelle.

Cet article se focalisera sur le cas chilien. Son objectif est de dresser le panorama des textes consacrés aux années 1960-1970 chiliennes et à l'un de ses acteurs les plus représentatifs, la « nouvelle gauche »². Il s'agira ici de rendre manifestes les logiques selon lesquelles cette littérature foisonnante qui, à première vue, semble très éclatée s'organise. Les difficultés pour quiconque prétend dresser un panorama problématisé des livres parus sur les ferveurs révolutionnaires des années 1960-1970 chiliennes découlent de certains traits qui leur sont propres. D'une part, comme en Argentine³ et en Uruguay⁴, au Chili l'histoire fut une arme

¹ Hugo VEZZETI, « Conflictos de la memoria en la Argentina », *Lucha Armada*, n° 1, décembre-février 2005, p. 46-63.

² Par « nouvelle gauche » sont désignés les mouvements politiques et sociaux de gauche révolutionnaire, créés dans les années 1960 et 1970. Nous plaçons le terme « nouvelle gauche » entre guillemets, parce qu'il reprend à son compte une hypothèse que nous ne partageons pas, selon laquelle la « nouvelle gauche » serait en rupture radicale avec une autre gauche, « traditionnelle », identifiée avec les partis communistes et socialistes et avec les organisations syndicales fondées avant les années 1960. Cette hypothèse de nouveauté radicale des organisations créées dans les années 1960-70 est actuellement contestée par nombre de chercheurs qui ont signalé les fortes continuités entre la « nouvelle gauche » et la « gauche traditionnelle ». Pour une définition problématisée de cette notion voir María Cristina TORTTI, « La “nueva izquierda” en la historia reciente de la Argentina », *Cuestiones de Sociología. Revista de Estudios Sociales*, 2006, n° 3, p. 19-32.

³ Les travaux qui synthétisent le mieux le débat historiographique argentin sur les années 1960-70 sont : Marina FRANCO et Florencia LEVÍN, éd., *Historia reciente. Perspectivas y desafíos para un campo en construcción*, Buenos Aires, Paidós, 2007 ; Eudald CORTINA, Gabriel RÓT, « Tendencias e interpretaciones sobre la lucha armada en Argentina. De la teoría de los dos demonios a la actualidad », in Verónica OIKIÓN, Eduardo REY TRISTÁN, Martín LÓPEZ ÁVALOS, éd., *El estudio de las luchas revolucionarias en América Latina (1959-1996). Estado de la cuestión*, Michoacán-

de combat dès avant les coups d'État, et *a fortiori* sous les régimes militaires et durant les transitions démocratiques. Cela rend malaisée la distinction entre les intentions politiques des auteurs et les interprétations du passé qu'ils proposent⁵. D'autre part, les travaux plus récents, s'ils ont mis en œuvre de nouveaux et passionnants chantiers historiographiques, constituent un courant hétérogène où il est difficile de se repérer.

Une production concomitante aux événements

La plupart des ouvrages portant sur l'histoire récente du Chili ont été écrits à chaud, souvent par des protagonistes des événements et presque au moment où ceux-ci se déroulaient. Bien qu'ils ne fassent pas partie de l'historiographie *stricto sensu*, faire l'impasse sur ces « travaux mémorialistiques » (*trabajos memorialísticos*) serait très dommageable pour des raisons exposées ici par Gabriel Rot et Eudald Cortina :

[...] *aun conscientes de las limitaciones de memorias y trabajos memorialísticos, nos resulta imposible pasar por alto este grupo de obras, no solo porque en muchos casos han servido de soporte para el desarrollo de trabajos históricos, sino por la estrecha y en ocasiones poco clara frontera entre memoria e historia, en relación al pasado reciente* [...]⁶.

Ainsi, les ouvrages traitant du gouvernement de la Démocratie chrétienne (DC) sont pour la plupart contemporains de son mandat. Il s'agit principalement de

Santiago de Compostela, El Colegio de Michoacán-Universidad de Santiago de Compostela, 2014, p. 111-138.

⁴ Sur l'Uruguay, voir E. REY TRISTÁN, Jaime YAFFÉ, « Izquierda y Revolución en Uruguay (1959-1973). Balance historiográfico y perspectivas », in V. OIKIÓN, E. REY TRISTÁN, M. LÓPEZ ÁVALOS, *El estudio...*, *op. cit.*, p. 355-386 ; Aldo MARCHESI, Jaime YAFFÉ, « La violencia bajo la lupa: una revisión de la literatura sobre violencia y política en los sesenta », *Revista Uruguaya de Ciencia Política*, vol. 19, n° 1, 2010, p. 95-118.

⁵ Marina FRANCO, « Reflexiones sobre la historiografía argentina y la historia reciente de los años '70 », *Nuevo Topo*, n° 1, 2005, p. 141-164.

⁶ E. CORTINA, G. ROT, « Tendencias e interpretaciones... », *op. cit.*, p. 111-112.

travaux de politistes nord-américains⁷. Ces travaux visaient à démontrer la viabilité du programme réformiste de la DC compris comme un moyen de contrecarrer l'influence de la Révolution cubaine sur le continent latino-américain. Ces travaux sont marqués par une vision caricaturale de la gauche marxiste, condamnée dans son ensemble pour le radicalisme de son discours, y compris le Parti Communiste pourtant adepte de longue date de la « voie pacifique » vers le socialisme au Chili. Les mouvements plus radicaux, tel que le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), n'en étaient évidemment que plus fermement condamnés.

Dès 1970 sont parus, au Chili et à l'étranger, des articles et des livres cherchant à rendre compte des processus politiques et sociaux qui avaient porté par le biais des élections un homme politique marxiste au sommet de l'État⁸. Rapidement, les difficultés croissantes rencontrées par le gouvernement de l'Unité populaire (UP) ont aussi été l'objet d'une abondante littérature⁹. Cependant, la plupart des travaux sur la période de l'UP ont été produits immédiatement après le coup d'État. Ils cherchaient surtout à identifier des responsabilités expliquant l'échec de l'expérience socialiste chilienne, ou bien tentaient de justifier l'intervention des militaires dans la vie politique. Ils étaient écrits soit par des intellectuels de gauche exilés, soit par des militaires. Les textes des premiers reproduisaient les divisions de la gauche des années 1970-73. Ainsi, le conseiller d'Allende proche du Parti communiste chilien (PCCh), Joan Garcés, attribuait la défaite de l'UP aux divisions internes, dont la responsabilité exclusive incombait, selon lui, à son aile gauche,

⁷ Par exemple George W. Jr. GRAYSON, *El Partido Demócrata Cristiano chileno*, Buenos Aires, Francisco de Aguirre, 1968 ; Leonardo GROSS, *The last best hope: Eduardo Frei and Chilean democracy*, New York, Random House, 1967 ; Mario ZAÑARTU, John KENNEDY, éd., *The overall development of Chile*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1967. Signalons toutefois la thèse de doctorat en cours d'Élodie GIRAUDIER portant sur la Démocratie chrétienne, qui permettra de renouveler le regard que l'on porte sur cet acteur central des années 1960-70 chiliennes.

⁸ Pour une synthèse de l'historiographie sur l'UP voir Franck GAUDICHAUD, « Paysages de la vérité du Chili durant l'Unité populaire. Essai d'analyse historiographique », *Cahiers des Amériques latines*, n° 50-51, 2007/2008, p. 171-182.

⁹ Par exemple le journal du sociologue français Alain Touraine qui décrit, au jour le jour, la crise politique et sociale des derniers mois avant la chute d'Allende. Alain TOURAINE, *Vie et mort du Chili populaire, juillet/septembre 1973*, Paris, Seuil, 1973.

séduite par la gauche extraparlamentaire, c'est-à-dire par le MIR¹⁰. La seconde thèse exactement inverse à la précédente présentait le gouvernement de l'UP (comprendre ici, le Parti communiste chilien et Allende) comme le principal responsable de sa chute, pour ne pas avoir su ou voulu utiliser la dynamique révolutionnaire introduite par les secteurs les plus radicaux de la société, les seuls en mesure de vaincre la contre-révolution¹¹. Encore aujourd'hui, cette dernière interprétation est soutenue par les historiens, sympathisants actuels du MIR d'alors ou anciens militants de celui-ci.

De la dictature à la transition : l'histoire au service de la politique

Les militaires chiliens et les intellectuels les soutenant ont, aussitôt après le 11 septembre 1973, proposé une interprétation de la période qui cherchait aussi bien à justifier le coup d'État contre un gouvernement démocratiquement élu que les violations massives des droits de l'homme. Selon eux, l'UP avait pour objectif secret de transformer le Chili en république socialiste à l'aide des Cubains et du MIR, ces « terroristes » d'« ultragauche » partisans de la violence politique aveugle¹². Sous leurs plumes, le MIR qui n'est rien d'autre qu'un pion du gouvernement cubain apparaît comme le principal sinon le seul coupable de l'apparition de la violence dans un pays auparavant pacifique. De sorte que la répression exercée par le régime militaire ne serait que la réponse nécessaire des « bons citoyens » chiliens à la « violence subversive » des agents de Castro. L'œuvre de Gonzalo Vial, l'historien officiel du régime militaire et biographe de Pinochet, est en ce sens emblématique.

¹⁰ Joan GARCÉS, *El estado y los problemas tácticos del gobierno de Allende*, México, Siglo XXI, 1974. Voir aussi les publications plus tardives des dirigeants communistes Orlando MILLAS, *Memorias, 1957-1991. Una disgresión*, Santiago, CESOC, 2008 et Luis CORVALÁN, *De lo vivido y lo peleado: memorias*, Santiago, LOM Ediciones, 1997.

¹¹ C'est la thèse de l'ancien secrétaire du Parti socialiste chilien et chef de son aile gauche, Carlos ALTAMIRANO, *Dialéctica de una derrota*, México, Siglo XXI, 1977.

¹² Par exemple Secretaría General del Gobierno (Gonzalo VIAL co-auteur), *Libro blanco del cambio del gobierno en Chile*, Santiago, Ed. Lord Cochrane, 1973.

Trente ans après le coup d'État, les livres de Patricia Arancibia soutiennent encore cette thèse¹³. Il faut dire que cette auteure n'est autre que la sœur de l'ancien agent de la DINA condamné pour l'assassinat de Carlos Prats, Commandant en chef des Forces armées sous l'UP.

Cette imbrication des débats politique et historiographique qui persiste à ce jour s'explique non seulement par la permanence du legs politique et intellectuel de la dictature, mais aussi par le contexte dans lequel s'est reconstruite l'histoire comme discipline académique après la fin du régime militaire. Durant les premières années de la transition chilienne vers la démocratie, les historiens n'ont pas été les premiers à investir le passé récent¹⁴. Ce furent les acteurs politiques, plus précisément les commissions gouvernementales chargées d'étudier les violations des droits de l'homme, qui ont été les premiers à formuler une interprétation du coup d'État, de ses causes et du régime militaire. Quant aux historiens ils sont restés du moins durant les années 1990 en marge du processus de réappropriation sociale du passé et leur démarche critique, jugée peu « objective », a été implicitement mise en question.

En avril 1990, l'initiative en matière de droits de l'homme du président démocrate-chrétien Patricio Aylwin soutenu par la *Concertación*¹⁵ premier président à être issu des urnes depuis 1973, fut la création de la Commission

¹³ Patricia ARANCIBIA, *Los orígenes de la violencia política en Chile*, Santiago, Universidad Finis Terrae, 2001.

¹⁴ La seule exception est *La violencia popular en las grandes alamedas* de Gabriel Salazar, présentée plus en détail dans la troisième partie de cet article. Cependant, cet essai historique a eu des répercussions extrêmement limitées en dehors du milieu intellectuel chilien proche de la gauche radicale.

¹⁵ Coalition de la Démocratie chrétienne, du Parti socialiste et du Parti pour la Démocratie, fondée en 1988, à l'occasion du plébiscite et s'opposant au maintien d'Augusto Pinochet au pouvoir. Malgré leur opposition à la dictature, les gouvernements successifs de la *Concertación* au pouvoir entre 1990 et 2010, ont été plus enclins à préserver les institutions héritées du régime militaire qu'à rompre avec le legs de la dictature. La Constitution, promulguée en 1980 et toujours en vigueur, est la manifestation la plus emblématique de la continuité institutionnelle entre dictature et démocratie post-dictatoriale. En 2013, la *Concertación* a été rejointe par le Parti communiste et renommée *Nueva Mayoría*, ce qui indique peut-être un changement d'orientation et un début de rupture avec la démocratie transitionnelle.

nationale de vérité et de réconciliation, également connue sous le nom de Commission Rettig⁶. Le principal objectif de la commission, dont les travaux se sont prolongés jusqu'en février 1991, fut de recenser les cas de disparition ou d'assassinat de militants de gauche sous le régime militaire. Cependant, le rapport présentait aussi une lecture « objective » de l'histoire des années 1973-1990. En évoquant les différentes « visions » ou « opinions » sur le passé récent, celles des militaires comme des militants pour les droits de l'homme, la Commission Rettig prétendait construire une synthèse, une version consensuelle de l'histoire censée réconcilier l'ensemble de la communauté nationale. Cette démarche impliquait l'existence d'une seule vérité « objective » sur le passé que seul le gouvernement avait la capacité d'identifier.

La volonté d'instaurer une histoire officielle est plus manifeste encore avec la création de la *Mesa de Diálogo* (Table de dialogue), dans le contexte de l'arrestation d'Augusto Pinochet à Londres en 1998. Nous retrouvons l'idée qui sous-tendait les travaux de la Commission Rettig en 1990. Il s'agit, d'une part, de nier la possibilité de « versions » irréconciliables de l'histoire et, d'autre part, de construire une vérité historique unique et objective, une synthèse qui concilie des voix discordantes. Des historiens sont bien invités, cette fois, à participer aux travaux de la commission⁷ et à donner leur avis, mais ce ne sont pas eux qui rédigent les conclusions finales⁸.

À la même époque, en sciences sociales, ce sont les politistes qui monopolisent l'UP et le régime militaire comme objets et qui construisent un discours sur le

⁶ Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, *Informe Rettig*, Santiago, La Nación y Ed. del Ornitorrinco, 1991. Voir également Paola DIAZ, *L'expérience publique des crimes politiques du passé. Le cas du Chili post-dictature (1990-2004)*, Thèse de doctorat en science politique à l'EHESS, dirigée par Louis Quéré et soutenue le 15 mai 2014.

⁷ Les historiens qui ont participé à la *Mesa de Diálogo* sont Gonzalo Vial et Sol Serrano.

⁸ Voir par exemple la perception de la discipline historique que reflètent les textes de José Zalaquett, prestigieux avocat spécialiste des droits de l'homme et membre de la Commission Rettig et de la Table de dialogue. José ZALAUQUETT, « “No hay mañana sin ayer”: análisis de la propuesta del Presidente Lagos sobre Derechos Humanos », *Estudios Públicos*, printemps 2003, n° 92, p. 29-75 (p. 41) et « La mesa de diálogo sobre derechos humanos y el proceso de transición política en Chile », *Estudios Públicos*, hiver 2000, n° 79, p. 5-30 (p. 18).

passé très similaire à celui des commissions gouvernementales¹⁹. Inspirée par la tradition états-unienne²⁰, la science politique chilienne des années 1990 dont l'un des représentants les plus en vue est Manuel Garretón se focalise sur l'étude du système des partis en faisant abstraction des dynamiques sociales et culturelles. Selon les spécialistes de cette discipline, c'est l'affaiblissement progressif du centre politique garant de la stabilité d'un régime qui explique la crise des années 1970-73. En outre, ces publications contiennent une philosophie de l'histoire implicite, très proche de la conception du rapport Rettig et de la Table de dialogue. Elles s'adossent à l'idée d'un début et d'une fin de l'histoire. La fin de l'histoire se réfère au retour de la démocratie libérale, considéré comme un triomphe définitif et irrévocable de ce régime sur tous ses ennemis, qu'il s'agisse de régimes autoritaires de droite ou de régimes totalitaires de gauche.

Quand les historiens s'emparent du passé récent

Jusqu'en 1998, les historiens se font très discrets. La proximité temporelle des périodes évoquées dans le rapport de la Commission Rettig le régime militaire et l'UP, associée à leur caractère extrêmement polémique, ainsi qu'à un manque de sources, peut expliquer ce silence. Mais l'année 1998 est riche en événements directement liés à cette séquence de l'histoire : l'arrestation de Pinochet à Londres, la création de la Table de dialogue et la commémoration des 25 ans du coup d'État²¹.

L'arrestation de Pinochet à Londres et, surtout, la publication de sa *Lettre ouverte aux Chiliens* (*Carta a los chilenos*) déclenchent, en 1998, de vives réactions dans la communauté des historiens. La lettre de Pinochet prétend enseigner aux Chiliens

¹⁹ Notamment Manuel Antonio GARRETÓN, *Hacia una nueva era política: estudio sobre las democratizaciones*, Santiago, Fondo de Cultura Económica, 1995 ; Enzo FALETTO, *La renovación del Estado y la consolidación democrática en Chile*, Santiago, FLACSO, 1992.

²⁰ Juan LINZ, Alfred STEPAN, *The Breakdown of Democratic Regimes*, vol. IV : *Chile*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1978 ; Arturo VALENZUELA, *The Origins of Democracy: Theoretical Reflections on the Chilean Case*, Washington D. C., Latin American Program-Wilson Center, 1983.

²¹ Alexander WILDE, « Irruptions of Memory: Expressive Politics in Chile's Transition to Democracy », *Journal of Latin American Studies*, vol. 31, n° 2, mai 1999, p. 473-478.

la vérité sur l'histoire récente de leur pays. Les historiens s'insurgent, du moins tous ceux qui ne cherchent pas un terrain d'entente avec les défenseurs du régime militaire et répondent à la lettre de Pinochet par un manifeste²². Outre une critique acerbe de la lettre auto-justificatrice de l'ancien dictateur, le *Manifiesto des historiens* formule sa propre définition de la fonction spécifique de l'histoire. Cette fonction est fondamentalement politique : l'histoire est comprise comme un moyen d'exercice de la souveraineté populaire et de défense des droits de l'homme :

*Nuestro parecer es que la cuestión de la soberanía y de los derechos humanos es la materia última, esencial, de que trata la Historia. [...] La historia no es sino el ejercicio de esa soberanía y la revalidación continua de esos derechos*²³.

Nous ne pouvons que constater qu'à la fin des années 1990 le débat historiographique naissant est fortement perméable au débat politique. La proximité temporelle des questions traitées explique certes cette porosité mais, à notre sens, le facteur le plus déterminant est l'intervention directe du gouvernement dans l'écriture de l'histoire depuis le début des années 1990. Les historiens du *Manifiesto* cherchent à rompre aussi bien avec l'histoire officielle de la dictature rédigée à partir de sources écrites dont certaines sont inventées de toutes pièces²⁴ qu'avec celle de la *Concertación*. Car l'histoire officielle, telle qu'elle fut conçue par la *Concertación*, a exclu une partie de la communauté nationale celle qui s'est opposée au régime militaire, qui a subi la répression, l'exil, la censure et qui n'était pas disposée à taire le passé ni à l'oublier.

Politiquement orienté à gauche, ce nouveau courant historiographique s'érige contre les principaux postulats des rapports gouvernementaux sur les violations des

²² Sergio GREZ, Gabriel SALAZAR, éd., *Manifiesto de historiadores*, Santiago, LOM Ediciones, 1999.

²³ *Ibid.*, p. 8 et 18.

²⁴ Le cas le plus scandaleux d'invention de sources écrites est *República de Chile, Libro blanco...*, *op. cit.* Gonzalo Vial (l'historien qui participe à la Table de dialogue) est l'un des co-auteurs de ce livre. Des livres plus récents ont toutefois recours aux mêmes procédés : Gonzalo ROJAS, *Chile escoge la libertad: la presidencia de Augusto Pinochet Ugarte, 11.XI.1973-11.III.1989*, Santiago, Ed. Zigzag, 1998.

droits de l'homme et des travaux en science politique sur la transition démocratique chilienne. Pour commencer, ce courant refuse l'idée d'une histoire « neutre », consensuelle et « objective », excluant d'emblée l'existence d'interprétations irréconciliables de l'histoire. Ensuite, il réagit contre le monopole de la « mémoire » institutionnelle et de l'histoire écrite, au profit de l'histoire orale et des « mémoires » liées aux acteurs non institutionnels²⁵. Pour cela, les historiens du *Manifeste* travaillant sur l'histoire récente construisent leurs travaux autour des notions de « mémoire » et de « devoir de mémoire »²⁶. Celles-ci deviennent un moyen de s'opposer au discours gouvernemental qui appelait les Chiliens à regarder vers l'avenir en abandonnant les divisions du passé. On pourrait dire que les historiens du *Manifeste* ont opposé le « devoir de mémoire » au « devoir de consensus » de la *Concertación*.

Ce courant a ouvert le champ historiographique national à des thématiques nouvelles et à l'étude de groupes sociaux et politiques oubliés par « l'histoire officielle ». De la sorte, il a apporté une contribution majeure à l'étude de l'histoire récente chilienne. Cependant, il a également contribué à dissimuler la spécificité de l'histoire académique, fondée sur l'examen critique des sources, une distance nécessaire par rapport au passé et une forme d'indépendance, au moins souhaitée, du champ historiographique à l'égard du champ politique.

²⁵ Par exemple, l'historien Mario Garcés constate qu'il existe une opposition entre histoire orale et histoire écrite, cette dernière étant vue comme imbriquée avec l'histoire des classes dominantes. À la place de l'histoire écrite, Garcés propose de promouvoir une « histoire populaire », qui devrait se convertir en un outil pour la préservation de la mémoire et la construction d'une identité populaire. Mario GARCÉS, « Prólogo », *Historias para un fin de siglo*, Santiago, Ed. Educación y Comunicaciones, 1994, p. 9-18.

²⁶ Sur la « mémoire » comme objet et matériau de l'historiographie chilienne, voir Eugenia PALIERAKI, Carolina TORREJÓN, « Historiadoras ¿portavoces de la memoria? Reflexiones sobre los límites y usos de la memoria en las historiografías chilena y francesa », *Actual Marx*, n° 6, 2007, p. 27-46.

La « nouvelle gauche » dans l'historiographie chilienne

Cette même prépondérance de l'histoire engagée, à gauche, est observée dans la production sur la « nouvelle gauche », presque toujours identifiée au MIR. En effet, rares sont les textes qui s'attardent sur les autres organisations composant l'univers complexe de la « nouvelle gauche », notamment le Parti communiste révolutionnaire (PCR) de tendance maoïste et les guévaristes de l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN) et de *La Organa*²⁷.

Une large partie des historiens du MIR sont d'anciens militants ou de jeunes historiens ayant une forte empathie avec leur objet. Dans leurs travaux, ils adoptent et alimentent un récit qui idéalise leur objet d'étude, en essayant de réhabiliter le MIR et son histoire dans l'espace public²⁸. Les documents officiels du MIR sont systématiquement brandis comme preuves d'une extraordinaire perspicacité des dirigeants d'antan et ne sont ni analysés ni contextualisés. Néanmoins, ces ouvrages ont le très grand mérite de publier des documents difficilement accessibles autrement²⁹. De surcroît, dans ces travaux, le MIR est considéré comme radicalement différent des autres groupes politiques, de sorte que l'historien militant a tendance à passer sous silence les continuités avec les partis qui le précèdent, de même qu'il oblitère les emprunts et les influences. Quant aux sujets sensibles, tels que les relations avec Cuba ou le soutien à la lutte armée, ils sont passablement oblitérés. On ne trouvera pas, au Chili, de débats comme ceux qui

²⁷ Sur l'ELN et La Organa, voir Patricio QUIROGA, *Compañeros: el GAP, la escolta de Allende*, Santiago, Aguilar, 2001 ; Cristián PÉREZ, « Salvador Allende. Apuntes sobre su dispositivo de seguridad: El Grupo de Amigos Personales (GAP) », *Estudios Públicos*, n° 79, hiver 2000, p. 31-82. Sur le PCR, il n'existe pour le moment pas de travaux de recherche.

²⁸ Entre autres, Carlos SANDOVAL, *MIR: una historia*, Santiago, Sociedad Editorial Trabajadores, 1990 ; du même auteur, *Movimiento de Izquierda Revolucionaria, 1970-1973: coyunturas, documentos y vivencias*, Concepción, Escaparate, 2004 ; Igor GOICOVIC, *Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, Concepción, Escaparate, 2012 ; Sebastián LEIVA, *Teoría y práctica del poder popular: los casos del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR, Chile, 1970-1973) y el Partido Revolucionario de los Trabajadores- Ejército Revolucionario de los Trabajadores (PRT-ERP, Argentina, 1973-1976)*, Mémoire de Master 2 en Histoire, Universidad de Santiago, 2007.

²⁹ Comme la très récente étude de Marco ÁLVAREZ VERGARA, *La Constituyente Revolucionaria. Historia de la fundación del MIR chileno*, Santiago, LOM, 2015 dont le principal intérêt réside dans la publication de la thèse politico-militaire de 1965, rédigée par Miguel Enríquez et jusqu'à présent, réputée introuvable.

ont agité le monde intellectuel argentin, autour d'Óscar del Barco ou d'Hugo Vezzetti.

Le voile pudique avec lequel l'historiographie militante sur le MIR recouvre les violences révolutionnaires d'antan trouve facilement son explication. La discrétion a pour fonction d'atténuer les répercussions sur une opinion publique largement hostile à la violence. Il s'agit avant tout d'éviter de fournir des arguments qui justifieraient la répression dont les militants du MIR ont été les principales victimes³⁰. Car l'historiographie de droite ne s'est pas privée de construire, à partir de quelques actions armées effectives du MIR, le mythe d'une armée de « subversifs » omnipotents et extrêmement dangereux³¹.

La seule exception est le Prix national d'histoire et ex-militant du MIR, Gabriel Salazar, qui traite du MIR et de la question de la violence politique dans *La violencia política popular en las grandes alamedas*³². Cet ouvrage constitue assurément une référence en la matière. Son récit reste néanmoins prisonnier d'un schéma manichéen, très proche de celui que mobilise Juan Carlos Marín pour le cas argentin³³. Pour Salazar, la violence est incarnée par deux acteurs qui s'opposent sans répit : l'État et les dominés. Dans ce cadre interprétatif, la violence du MIR est l'incarnation de la violence populaire, alors que la répression qui s'abat après le coup d'État confirme l'alternance répétée de la violence populaire et de la violence d'État. L'ouvrage a le mérite d'intégrer l'acteur État dans le débat sur la violence politique, qui reste le grand absent du reste de la production chilienne sur la question. Cependant, sa théorie est schématique et fortement idéologique.

³⁰ À cet égard, les deux ouvrages de Carlos Sandoval sur l'histoire du MIR sont, de nouveau, représentatifs de cette tendance historiographique. C. SANDOVAL, *El MIR, una historia, op. cit.*, et *El MIR (1970-1973), op. cit.*

³¹ Genaro ARRIAGADA, *De la vía chilena a la vía insurreccional*, Santiago, Ed. del Pacífico-Instituto de Estudios Públicos, 1974 ; Gonzalo VIAL, *La violencia pone a Chile al borde de la guerra civil, desorden y violencia incontrolables*, Santiago, La Segunda, 1999 ; et P. Arancibia, *Los orígenes ...*, *op. cit.*

³² G. SALAZAR, *Violencia política popular en las « grandes alamedas »: Santiago de Chile 1947-1987. Una perspectiva histórico-popular*, Santiago, Ediciones SUR, 1990.

³³ Juan Carlos MARÍN, *Los hechos armados, un ejercicio posible*, Buenos Aires, CICSO, 1984.

Nouveaux chantiers historiographiques

Cependant, depuis la fin des années 1990 et *a fortiori* durant les années 2000, la forte imprégnation du débat historiographique par le politique commence à devenir moins palpable. Un certain nombre de travaux récents sur l'histoire des mouvements politiques et sociaux dans le Chili des années 1960-70 ont, en effet, permis de renouveler le regard porté sur cette période. Bien que cette production reste éclatée pour le moment, nous pouvons entrevoir la lente et progressive formation d'une historiographie — produite au Chili et à l'étranger (notamment en France et aux États-Unis) — et rompt avec les schémas préconçus. L'ouvrage de l'historien José del Pozo, *Rebeldes, Reformistas y Revolucionarios*³⁴, est l'un des travaux pionniers. À mi-chemin de l'histoire politique et de l'histoire sociale, il élabore une histoire orale de l'engagement militant dans l'ensemble des partis de gauche durant les années 1960-73. Il offre de nombreuses clés d'analyse permettant de saisir les origines et causes de la politisation, l'un des phénomènes les plus marquants de la période. Il convient également de citer la monographie d'Ingrid Séguel-Boccaro, parue en 1997³⁵, qui analyse l'UP à partir des émotions en politique.

Une tendance prononcée de la production historique récente sur les années 1960-70 est leur analyse dans une perspective d'histoire sociale et à travers l'étude de la politisation des secteurs populaires. La monographie de Mario Garcés, *Tomando su sitio*, constitue sans conteste une œuvre majeure de ce courant³⁶. Garcés se focalise sur les *pobladores*, tout en prenant en compte les acteurs institutionnels et les élites politiques et intellectuelles. Il utilise des sources orales abondantes et des archives écrites variées. La démarche de Garcés s'inspire fortement de *Yarur* de

³⁴ José DEL POZO, *Rebeldes, Reformistas y Revolucionarios: una historia oral de la izquierda chilena en la época de la Unidad Popular*, Santiago, Documentas, 1992.

³⁵ Ingrid SEGUEL-BOCCARA, *Les passions politiques au Chili durant l'Unité populaire, 1970-1973*, Paris, L'Harmattan, 1997.

³⁶ Mario GARCÉS, *Tomando su sitio: el movimiento de pobladores de Santiago, 1957-1970*, Santiago, LOM, 2002.

Peter Winn³⁷, ouvrage emblématique sur la tout aussi emblématique industrie qui fut l'une des pionnières dans la mobilisation et la radicalisation de la classe ouvrière chilienne. Grâce à *Chili, 1970-1973* de Franck Gaudichaud, sur les cordons industriels sous l'UP³⁸, et à *La sangre del copihue* de Florencia Mallon³⁹, livre en partie consacré à la réforme agraire et à la politisation dans les campagnes, nous pouvons désormais nous appuyer sur des recherches offrant une vision problématisée et complexe du monde populaire de la seconde moitié du XX^e siècle. Ces travaux écrits par des auteurs qui ne cachent pas leur sensibilité de gauche sont, en grande partie, fondés sur les sources orales mais évitent les écueils des travaux précédant.

Se rattachant à une autre ligne historiographique, l'ouvrage collectif dirigé par Julio Pinto et Mario Garcés, *Cuando hicimos historia* et *Fiesta y drama*, rassemble des chapitres sur les mouvements sociaux et sur les partis de gauche depuis la fin des années 1960⁴⁰. Ces deux ouvrages collectifs constituent un réel apport au débat historiographique national, entre autres parce qu'ils osent mettre en avant les recherches de jeunes historiens, tant chiliens qu'étrangers. De plus, certains chapitres — à l'instar de celui sur l'*Iglesia Joven* — éclairent des aspects jusqu'alors largement méconnus ou oubliés⁴¹.

Une autre tendance commençant à se dessiner dans certaines études récentes est leur opposition aux récits totalisateurs, caractéristiques de l'historiographie militante de gauche comme de droite. Certains historiens ont ainsi abandonné l'étude de la mémoire pour se focaliser sur l'histoire des partis de gauche, tant en

³⁷ Peter WINN, *Weavers of Revolution: The Yarur Workers and Chile's Road to Socialism*, New York, Oxford University Press, 1986.

³⁸ F. GAUDICHAUD, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, PUR, 2013.

³⁹ Florencia MALLON, *La sangre del copihue: la comunidad Mapuche de Nicolás Ailío y el Estado chileno, 1906-2001*, Santiago, LOM Ediciones, 2004.

⁴⁰ Mario GARCÉS, Julio PINTO, *Cuando hicimos historia: la experiencia de la Unidad Popular*, Santiago, LOM Ediciones, 2005 et *Fiesta y drama: nuevas historias de la Unidad Popular*, Santiago, LOM Ediciones, 2014.

⁴¹ Sur la politisation des secteurs chrétiens durant l'UP voir aussi Yves CARRIER, *Théologie pratique de libération au Chili de Salvador Allende. Une expérience d'insertion en milieu ouvrier*, Paris, L'Harmattan, 2013.

abordant des aspects polémiques occultés par l'historiographie militante de gauche qu'en se distançant de la diabolisation dont les organisations révolutionnaires ont fait l'objet dans l'historiographie de droite⁴². De plus, ces travaux ont soumis à un examen critique les catégorisations des acteurs politiques de l'époque qu'ils étudient, notamment la distinction radicale entre la « gauche traditionnelle » ou « réformiste » (le PC et le PS chiliens) et la gauche « nouvelle » ou « révolutionnaire » (le MIR), démontrant les multiples liens, continuités et contacts existant entre elles, de même que leur adhésion commune à la révolution comme horizon collectif⁴³. Il convient également de mentionner une autre tendance récente dans ce même champ d'étude : l'analyse des gauches chiliennes à partir du genre⁴⁴. Ce revirement s'explique par le nouveau contexte sociopolitique du Chili, par l'arrivée d'une nouvelle génération d'historiens, ainsi que par l'accessibilité des matériaux servant à la fabrique de l'histoire. En ce sens, le travail réalisé par certains centres de documentation — dont le *Fondo Documental Ruiz Tagle* (FLACSO) au Chili et des fonds d'archives électroniques d'accès libre (cedema.org, memoriachilena.cl, archivo Chile.com) — a été décisif.

Jusqu'à une date récente, l'historiographie sur le Chili des années 1960-70 souffrait d'un déficit de travaux traitant de sa dimension culturelle, malgré le dynamisme des avant-gardes culturelles de cette période. Ce manque était, lui aussi, dû au profil de la majeure partie des auteurs : engagés dans des partis

⁴² Alfredo RIQUELME, *Rojo atardecer: el comunismo chileno entre dictadura y democracia*, Santiago, Centro de Investigaciones Diego Barros Arana, 2009 ; Cristina MOYANO, *MAPU o la seducción del poder y la juventud. Los años fundacionales del partido-mito de nuestra transición (1969-1973)*, Santiago, Ediciones Universidad Alberto Hurtado, 2009 ; E. PALIERAKI, *¡La revolución ya viene! El MIR chileno en los años 1960*, Santiago, LOM, 2014 ; Marcelo CASALS, *El alba de una revolución. La izquierda y la construcción estratégica de la « vía chilena al socialismo », 1956-1970*, Santiago, LOM, 2010 ; Marian SCHLOTTERBECK, *Everyday Revolutions: Grassroots Movements, the Revolutionary Left (MIR), and the Making of Socialism in Concepción, Chile, 1964-1973*, PhD en Histoire contemporaine, Yale University, 2013.

⁴³ E. PALIERAKI, *¡La revolución...*, *op. cit.*, chap. 1 et 2 ; Rolando ÁLVAREZ, *Arriba los pobres del mundo. Cultura e identidad política del Partido Comunista de Chile entre democracia y dictadura, 1965-1990*, Santiago, LOM, 2011.

⁴⁴ Par exemple, Tamara VIDAURRÁZAGA, « ¿El hombre nuevo? Moral revolucionaria guevarista y militancia femenina. El caso del MIR », *Nomadías*, n° 15, 2012, p. 69-89.

politiques, ils ne considéraient les aspects culturels des luttes que comme faisant partie d'une « superstructure ». Or, cette carence est désormais palliée par des travaux réalisés par des chercheurs étrangers ou chiliens formés à l'étranger⁴⁵. Ceux-ci, et plus particulièrement les chercheurs qui ont réalisé leur thèse de doctorat aux États-Unis, continuent d'y jouer un rôle prépondérant.

La dernière carence de l'historiographie sur les années 1960-70 chiliennes commençant aussi à être corrigée relève de l'échelle géographique dans laquelle s'insère l'histoire chilienne de ces deux décennies. Jusqu'à présent, l'historiographie a été très ancrée dans la réalité locale et nationale et elle s'est peu penchée sur les dynamiques continentales ou globales liées à la guerre froide. Cependant quelques travaux récents, au Chili mais aussi en Uruguay et en Argentine, commencent à étudier les réseaux transnationaux sous-tendant la circulation des idées révolutionnaires, et les personnes qui en sont les passeurs⁴⁶. L'ouvrage coordonné par Alfredo Riquelme et Tanya Harmer sur l'histoire du Chili durant la guerre froide constitue l'une des premières contributions solides et ambitieuses à une forme de « déprovincialisation » de l'histoire récente du Chili qu'il insère dans un contexte continental et global⁴⁷.

Quant à la « nouvelle gauche », la commémoration, en octobre 2014, des quarante ans de l'assassinat de Miguel Enríquez par la DINA et, en août 2015, celle des cinquante ans de la fondation du MIR, ont été marquées par une effervescence

⁴⁵ Voir entre autres César ALBORNOZ, Claudio ROLLE, *1973: la vida cotidiana de un año crucial*, Santiago, Planeta, 2003 et Juan Pablo GONZÁLEZ, Oscar OHLSEN, Claudio ROLLE, *Historia social de la música popular en Chile, 1950-1970*, Santiago, Universidad Católica de Chile, 2009 ; Claudio SALINAS, Sergio SALINAS, Hans STANGE, *Historia del Cine Experimental de la U. de Chile, 1957-1973*, Santiago, Uqbar, 2008.

⁴⁶ Notamment Aldo MARCHESI, « Geografías de la protesta armada: Nueva izquierda y latinoamericanismo en el cono sur. El ejemplo de la Junta de Coordinación Revolucionaria », *Sociohistórica. Cuadernos del CISH*, n° 25, 2009, p. 41-72. Inés NERCESIAN, *La política en armas y las armas de la política: Brasil, Chile y Uruguay: 1950-1970*, Buenos Aires-Rio de Janeiro, CLACSO-FLACSO Brazil, 2013 ; Tanya HARMER, *Allende's Chile and the Inter-American Cold War*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011 ; E. Palieraki, *¿La revolución...*, *op. cit.*

⁴⁷ T. HARMER, A. RIQUELME, éd., *Chile y la Guerra Fría global*, Santiago, Pontificia Universidad Católica-RIL, 2014.

éditoriale autour du MIR. Or, la plupart des livres parus à ces deux dates restent ancrés dans la tradition de l'historiographie militante. Emblématique à ce titre, la biographie de Miguel Enríquez, écrite par le journaliste Mario Amorós, comporte un avant-propos rédigé par le président bolivien Evo Morales. L'enquête est fondée sur de nombreux entretiens et sur des archives inédites détenues par Andrés Pascal Allende. Sa publication a été l'occasion pour le fils de Miguel Enríquez, Marco Enríquez Ominami, de commencer sa campagne pour les primaires de la *Concertación* devant désigner le candidat de la coalition aux élections présidentielles⁴⁸. Cet exemple illustre une tendance lourde de l'historiographie chilienne : l'écriture de l'histoire reste, pour nombre d'auteurs, un acte d'engagement et un exercice fortement perméable à la conjoncture politique.

Conclusion. L'écriture de l'histoire des années 1960-70 chiliennes : une arme de combat ?

Au Chili, les débats politiques et historiographiques sont si imbriqués qu'il est parfois difficile de les distinguer, en particulier lorsqu'il est question de l'histoire récente du pays. D'une part, la position politique de certains historiens travaillant sur le passé récent se traduit presque automatiquement par un choix méthodologique et historiographique, par des objets d'étude spécifiques et, par une interprétation fortement conditionnée par des considérations d'ordre politique ou militant. D'autre part, la confusion entre les registres politique et historique est encore accentuée par la multiplicité des acteurs — journalistes, hommes politiques et à partir des années 1990, militants des droits de l'homme — dont les récits sur le passé récent occupent une place privilégiée dans l'espace public.

Une autre caractéristique des travaux produits sur les années 1960-70 chiliennes est le contraste saisissant entre la place marginale qu'y occupent les années 1960 et la profusion de travaux sur l'Unité populaire (UP). Cela s'explique, d'un côté, par le

⁴⁸ Mario AMORÓS, *Miguel Enríquez, un nombre en las estrellas*, Santiago, Ediciones B, 2014.

caractère inédit du gouvernement de l'UP qui, dès 1970, a suscité un vif intérêt au niveau international et, de l'autre, par le violent renversement du gouvernement d'Allende qui a provoqué un mouvement global de solidarité envers les militants de gauche chiliens.

Encore aujourd'hui, la majeure partie de la littérature sur les années 1960-70 chiliennes est le fait de l'« historiographie militante » (de gauche, du centre ou de droite). Cependant, certains travaux récents sont annonciateurs d'un profond renouvellement. Les principales tendances en sont le retour de l'histoire sociale, culturelle et politique élaborées par des historiens qui ont plus de distance critique. Leur récit se caractérise par la finesse d'analyse, par l'utilisation problématisée de sources primaires variées, par l'approche transnationale et par l'attention accordée à des dimensions auparavant obliérées, par exemple le genre. Comme tout champ d'études en construction, l'histoire socio-politique des années 1960-70 chiliennes est aujourd'hui un terrain qui offre une liberté rare aux chercheurs prêts à relever le défi de repenser l'ensemble de leurs outils méthodologiques et conceptuels pour l'aborder.